

multiplication de CSD sans CSR (compléments de service reçus). Pour le moment, la DSDEN ne sait donc pas où vont pouvoir aller les collègues qui devront effectuer un CSD.

Enfin, il a été confirmé lors de cette audience que le mouvement intra-académique s'annonçait encore une fois compliqué cette année. Les mesures de carte scolaire et les deux concours de recrutement d'enseignants (et les postes de stagiaires qui en découleront) risquent en effet de bloquer le mouvement qui ouvre le 17 mars. »

Jeudi 26 février 2026 à 10h les collègues se réunissent de nouveau pour décider des suites.

Yonne

Devant le RPI Béon/Chamvres (Yonne) contre la fermeture de classe le jour de la rentrée. Parents, enseignants, syndicat et élus exigent de rencontrer l'inspection. "Nous resterons là jusqu'à ce qu'on soit entendus !".



Face au blocage et à la détermination des parents, l'Inspectrice est contrainte de se déplacer !

Les parents et élus de l'école de Chamvres rejoignent ceux de Béon pour l'arrivée de l'Inspectrice, reçue par un comité d'accueil d'une cinquantaine de personnes.

Mais l'Inspectrice se refuse à tout dialogue, prétextant ne rien pouvoir dire sur les fermetures de classes : « *Faites une demande pour que je reçoive une délégation la semaine prochaine. Je suis venue pour que les enfants rentrent en classe...* » Pas question ! Vous êtes là, nous sommes là : discutons tout de suite. Nous refusons la fermeture de classe, et nous ne lâcherons pas. Nous savons que vous avez la liste des écoles menacées, vous avez d'ailleurs déjà contacté les maires !

Après un quart d'heure de négociations, face à la détermination, elle lâche : une délégation de parents et élus est reçue et peut exposer les revendications et argumenter contre la fermeture de classe !

Elle passe ensuite à l'école de Chamvres où elle reçoit également une délégation, toujours aussi déterminée. Une nouvelle audience sera accordée à l'Inspection. Le SNUDI-FO 89 demande à ce que nous soyons reçus, tous ensemble, pour exiger l'abandon de la mesure de fermeture de classe prévue.

Les parents et élus du RPI Béon/Chamvre ont imposé de se faire entendre, et ils ont raison ! Il n'est pas question d'attendre et de se soumettre au calendrier de la DSDEN qui veut expédier la campagne de carte scolaire après les municipales. Le rapport de force est engagé et montre à quel point il peut faire bouger les choses. Rien n'est terminé, et la question de la poursuite de la mobilisation pour obtenir satisfaction est posée.



Des mobilisations s'organisent dans d'autres écoles : le rejet de cette carte scolaire supprimant 21 postes dans le département (soit sans doute plus de 40 fermetures de classes) doit se répandre partout !

Les syndicats FO, FSU, CGT, Sud et Unsa organisent un rassemblement devant la DSDEN le mercredi 4 mars, contre les fermetures de classes, contre les suppression de postes.

Le comité départemental commence à reprendre vie.

Eure

Motion au collège Marcel Pagnol de Gravigny : « Nous, personnels du collège Marcel Pagnol de Gravigny, réunis en heure syndicale avec le SNFOLC et le SNEP-FSU, le mardi 10 février 2026, avons pris connaissance de la DHG pour la rentrée prochaine dans notre collège. Nous n'acceptons pas que notre DHG nous supprime deux classes et nous retire 54,5HP et 5,5HSA. Notre dotation en baisse de 60H, nous n'avons jamais vu cela !

Nous dénonçons cette nouvelle baisse de moyens alors que nos conditions de travail sont dégradées depuis plusieurs années avec des effectifs par classe trop élevés pour pouvoir effectuer notre travail correctement. Nous sommes épuisés par la charge de travail et la perspective d'une pénurie de moyens toujours plus criante chaque rentrée.

La prévision d'effectifs sur le niveau 5e atteint déjà 29,5 élèves par classe, alors que des inscriptions en 6e continuent de se faire au cours de cette année. Dans ces conditions, il n'y aurait pas la place dans les salles pour accueillir les AESH de nos élèves en situation de handicap, ce qui constitue un mépris envers nos élèves et envers nos missions.

C'est pourquoi nous réclamons les moyens pour l'ouverture d'une 7e classe de 5e à la rentrée 2026.

Nous nous opposons aussi à toutes les conséquences de cette réduction drastique de moyens, augmentation du complément de service ou mise en complément de service ou fermeture de poste

dans notre établissement. C'est pourquoi nous demandons aussi tous les moyens nécessaires pour constituer des groupes sur tous les niveaux et dans toutes les disciplines qui en ont besoin ainsi que le rétablissement de l'heure de technologie en 6e. Quelle que soit la manière de répartir ces moyens insuffisants, avec cette DHG nous sommes tous perdants, élèves comme personnels. Nous voterons contre cette DHG au Conseil d'administration.

Nous sommes prêts à organiser le rapport de force à tous les niveaux : rassemblement au rectorat le mercredi 11 février à 15h mais aussi la grève à compter du mardi 10 mars 2026, au retour de toutes les zones de vacances et une montée au ministère le 10 mars, là où les décisions se prennent pour exiger l'arrêt des mesures d'austérité dans l'éducation nationale, l'annulation des suppressions de postes, la suppression des PIAL et des PAS et de la mutualisation des AESH, la création des établissements spécialisés médico-sociaux pour accueillir les 500 élèves qui attendent une place en IME ou en ITEP dans l'Eure ; un statut de fonctionnaire pour les AESH avec un vrai salaire.

*Adoptée le mardi 10 février 2026 à l'unanimité
des personnels présents*

Le SNFOLC 27, ainsi que le SNFOLC 61, le SNFOLC 35, le SNFOLC 59 et la FNEC FP-FO 53 appellent les personnels à faire grève et à monter au ministère le 10 mars.



Indre-et-Loire

Motion des personnels du lycée Vinci du 10 février avec les sections FO et SNES-FSU qui se réuniront dès la rentrée pour discuter des moyens d'action immédiats pour obtenir satisfaction sur les revendications.

« (...) Mais nous subissons une politique générale. Les collèges de notre secteur connaissent une véritable saignée en heures et des collègues ont déjà manifesté leur colère en se mettant en grève ce lundi. Cette politique est celle d'un choix, celui du gouvernement illégitime actuel, avec la bienveillance de plusieurs forces politiques qui se proclament, pourtant, d'opposition.

Il n'est pas le résultat de la contrainte budgétaire puisque les moyens financiers ne manquent pas pour alimenter le budget de la Défense qui a doublé depuis 2017 et qui dépasse, pour la première fois, celui de l'Éducation Nationale. Celle-ci propose d'ailleurs de plus en plus de classes défense ou des projets de développement d'« esprit d'entreprendre » : souhaite-t-on faire de l'École un vivier pour l'armée et pour l'entreprise ? Le déclin démographique que connaît notre pays était une occasion historique pour renforcer l'encadrement des élèves mais un autre choix a été fait.

Devons-nous l'accepter ou nous battre pour obtenir le rétablissement des moyens nécessaires ? (...)

Réunion syndicale mardi 3 mars (et le 2 mars au collège Malraux d'Amboise). »

Gironde



Le rassemblement de jeudi midi devant le rectorat de Bordeaux a été plutôt un succès avec la présence des syndicats de la FNEC (SNUDI, FO-ESR, SPASEEN, SNFOLC), la CGT Education et SUD. Nous avons eu aussi le soutien de l'UD FO 33 avec la participation de camarades de France Travail, des organismes sociaux, du CHU, des services, du centre

pénitencier de Gradignan, d'Enedis... Il y a eu plusieurs prises de parole (du 1er degré, de l'université, de France travail) et une délégation intersyndicale a été reçue en audience au rectorat. Il a été décidé d'organiser un grand plan de RIS intersyndicales pour quadriller le département dans les 15 jours qui viennent et donner des perspectives de combat aux collègues.

Landes

